

L'ajournement

notre décision d'éviter toutes déclarations hâtives avant que l'opinion des provinces n'ait été sollicitée.

Des voix: Bravo!

LES AFFAIRES EXTÉRIEURES—LE BOYCOTTAGE DES JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU—LA POSITION DU GOUVERNEMENT CONCERNANT D'AUTRES ÉVÉNEMENTS SPORTIFS

M. Otto Jelinek (Halton): Hier, monsieur l'Orateur, j'ai demandé au premier ministre (M. Trudeau) de justifier les contradictions et la duplicité de son gouvernement à l'égard du boycottage des Jeux olympiques et d'expliquer aussi pourquoi le gouvernement refuse d'interrompre tout échange artistique et sportif entre le Canada et l'Union soviétique, entre autres choses, le prochain tournoi de la coupe du Canada qui oppose nos joueurs à des joueurs soviétiques. A deux reprises le premier ministre a refusé de justifier sa position se contentant de reprendre son refrain hypocrite en déclarant:

Nous condamnons la tenue des Jeux à Moscou. Voilà l'essentiel de notre politique. Nous ne condamnons pas tous les autres événements sportifs, qu'ils soient amateurs ou professionnels.

C'est injuste, inéquitable, hypocrite et inconséquent. Le premier ministre condamne les Jeux olympiques, mais là n'est pas la question. La question est: lui et son gouvernement condamnent-ils l'acte infâme que constitue l'invasion militaire de l'Afghanistan par l'Union soviétique? Condamnent-ils entièrement ce pays ou le premier ministre et son gouvernement condamnent-ils l'Union soviétique seulement en partie pour cet acte? Si c'est une condamnation complète et absolue, alors il faut briser tous les liens artistiques, économiques et sportifs avec ce pays, même si cela signifie ne pas permettre à l'équipe de hockey soviétique de participer à la série Coupe Canada ou en fait si cela signifie arrêter la vente au Canada des autos Lada construites en Union soviétique, surtout à une époque où on s'attend à des mises à pied massives dans l'industrie automobile au pays.

Si le gouvernement condamne seulement en partie l'invasion de l'Afghanistan par l'Union soviétique, alors il se trouve également à l'excuser en partie. Je ne pense pas que les Canadiens acceptent cela plus que moi. C'est comme si, monsieur l'Orateur, vous ne permettiez pas à une de vos filles d'épouser un meurtrier, ce que vous auriez raison de faire, mais que vous permettiez ensuite à votre deuxième fille d'épouser le même homme. Cela ne serait pas juste et ne serait pas logique. C'est précisément la position du gouvernement actuel.

En tant qu'ancien participant aux Olympiques et athlète mondial, je sais que l'Union soviétique mise beaucoup sur les événements sportifs et que c'est là son instrument de propagande le plus important. Comment le premier ministre peut-il permettre aux joueurs de hockey soviétiques et aux athlètes soviétiques de venir participer à des jeux ici quand il ne permet pas à nos athlètes de se rendre là-bas? J'aimerais qu'on me l'explique. C'est une contradiction.

Le premier ministre ne montre nullement la voie ici. Nous savons tous qu'il ne voulait pas boycotter les Jeux olympiques en premier lieu mais que les pressions publiques et internationales l'y ont forcé. Nous savons tous quelles sont ses allégeances personnelles et qui sont ses amis, et ce ne sont certainement pas nos alliés traditionnels du monde libre. Il est temps que le premier ministre mette ses allégeances personnelles de côté dans les questions de ce genre et commence à donner au

Canada un rôle prédominant dans les questions ayant trait aux droits de la personne.

● (2215)

C'est une question qui relève des droits de l'homme car il s'agit de l'envahissement de certains pays comme la Hongrie, la Tchécoslovaquie et maintenant l'Afghanistan, par des meurtriers soviétiques. A cause du gouvernement actuel, nous, les Canadiens, nous pardonnons en partie ces actes ignobles aux Soviétiques en leur permettant de venir jouer des parties, de vendre leurs voitures et de gagner ainsi des centaines de milliers de dollars qu'ils emportent en Union soviétique.

Je suis enchanté de la réaction, de l'appui massif qui se manifeste depuis jeudi dernier, jour où j'ai fait ma première déclaration. Cet appui émane des joueurs de la Ligue nationale de hockey, des gérants et des propriétaires de stades, des athlètes, des médias, du public et d'autres groupes ou associations. Je sais que ce soir, comme d'habitude, on répondra à côté de ma question. On ne me dira pas si le Canada condamne tout à fait ou seulement en partie l'Union soviétique. Je sais que l'on esquivera ma question. Ce n'est toutefois pas là l'essentiel. Ce qui importe, c'est que je voudrais exhorter tous les Canadiens, par souci du respect des droits de l'homme et du maintien de la paix dans le monde, à suivre le mouvement et à exiger que notre gouvernement trop libéral et hypocrite rompe toutes les relations artistiques, économiques et sportives avec l'Union soviétique, tant qu'elle n'aura pas retiré toutes ses troupes de l'Afghanistan et qu'elle ne respectera pas l'accord d'Helsinki et la déclaration des droits de l'homme qu'elle a signés, tout comme le Canada. Je supplie les Canadiens de suivre le mouvement.

Il m'est déjà arrivé de supplier le premier ministre à propos de problèmes analogues, mais en vain. Seules l'opinion publique et l'intervention d'autres pays de toutes les régions du monde peuvent inciter le premier ministre à revenir sur sa décision, comme il l'a fait à propos du boycottage des Jeux olympiques, et à rompre tous les autres liens avec l'Union soviétique, tant que celle-ci ne respectera pas les principes des droits de l'homme.

[Français]

M. Louis Duclos (secrétaire parlementaire du secrétaire d'État aux Affaires extérieures): Monsieur le Président, comme le premier ministre l'a dit hier en réponse aux questions de l'honorable député de Halton (M. Jelinek), le gouvernement canadien ne s'oppose pas à ce que des Canadiens prennent part à des compétitions sportives multilatérales auxquelles pourrait participer également l'Union soviétique. Les Olympiques représentent toutefois un cas d'exception parce que les Jeux ont lieu à Moscou et que nous ne pouvons donner au gouvernement de l'Union soviétique l'occasion de faire croire à l'opinion publique de ce pays que l'invasion de l'Afghanistan laisse le monde occidental indifférent.

Le gouvernement n'a cependant pas l'intention d'intervenir dans l'organisation à l'automne de la Coupe Canada ou dans l'organisation de toute autre compétition s'inscrivant dans un cadre multilatéral. Si cependant les professionnels du hockey décidaient, comme certaines vedettes de la Ligue nationale viennent de l'indiquer, de se montrer solidaires des athlètes amateurs qui font actuellement les frais d'une décision gouvernementale, laquelle ne pouvait être autre dans la conjoncture